



IVth Conference of the Hungarian National Chamber of Judicial Officers



From left to right : Imre ELEKES, interpreter, Maître M.-Th. CAUPAIN, Maître Miklos KREJNIKER, Maître Arpad DIENES and Maître Zoltan LEVENTE

De gauche à droite : Imre ELEKES, interprète, Me Marie-Thérèse CAUPAIN, Me Miklos KREJNIKER, Me Arpad DIENES et Me Zoltan LEVENTE

The fourth conference of the Hungarian National Chamber of Judicial Officers took place on the 17th, 18th and 19th September, at the Conference Centre at Dobogoko, which dominates the Pilis Pass to the north west of Budapest, when two hundred Hungarian judicial officers, accompanied by their families, met in a friendly and relaxed atmosphere with a record number of participants. The Chamber has 215 members.

The day of the 17th September was taken up with welcoming the participants and the official opening speech, which was given by Mrs ROZSIK, the Presiding

Judge of the Court of the Department of Pest.

The Minister of Justice attended on the morning of the 18th September and ex-

pressed her interest in the real concerns of the Hungarian profession. These were aired the following day at a debate before the conference which brought together various representatives from the Ministry including Dr HILDEBRAND, the author of a recent law on methods of execution.

The President of the National Chamber, Mr Miklos KREJNIKER, summarised the activities of judicial officers since the third conference :

The profession had seen a 30% reduction in the number of instruments, due to its

ceasing to serve documents on behalf of the Savings Bank.

In order to compensate, and with a desire for consistency in the functions of independent judicial officers, the Hungarian National Chamber was asking the Minister to transfer to judicial officers the responsibility for the service of certain documents, which were currently served by court officers, notably in real estate procedures.

In the same vein, a similar process had been set in motion to have judicial officers given exclusive responsibility for the service of tax and social documents.

Mr KREJNIKER then explained his proposals for statutory amendments which would make judicial officers more efficient.

The Hungarian Committee and the first Vice-President of the International Union then enjoyed a lavish lunch while preparing for the work of the afternoon. This was devoted primarily to the "Judicial officer and judicial Europe", which was considered from both the practical and functional angles :

1. How, and in what normative context, can the judicial officer be an instrument for the enforcement of the

law, particularly in the context of harmonised legal procedures ?

2. Are the differences in the status of process servers and execution agents in the European Union an obstacle to the implementation of an international normative scheme to deal with cross-border litigation ?

The audience paid great attention to these questions which were of great relevance given Hungary's imminent entry into the European Union.

Mr Arpad DIENES, the Vice-President, then gave an account of the very useful time he had spent along with another Hungarian colleague at Castres, in France, at the offices of our colleagues, Aribaut and Abadie. His stay had given him a better idea of the profession and enabled him to identify aspects which could be used to enhance the perception of the role of judicial officers in Hungary, and of the importance of the profession.

Me Marie-Thérèse CAUPAIN much appreciated the warmth and generosity of the Hungarian reception and she was much impressed by the far-sightedness of Mr Krejniker and his committee, and by their openness in all areas. She was also struck by the inexhaustible Hungarian sense

of humour, which was subtly laced with self deprecation, and which had been so skilfully turned into appropriate French, by Mr I. ELEKES, our ubiquitous interpreter and friend.

The (youthful) Hungarian National Chamber was a model of dynamism which the International Union hoped would be an inspiration to other bodies representing the profession. It could be proud of its achievements.

Marie-Thérèse Caupain
First Vice-President



Les huissiers de justice hongrois en stage en France

Il y a quatre ans encore la profession d'huissier de justice n'existait pas en Hongrie. Grâce aux efforts de l'Union Internationale qui s'est engagée dès 1992 aux côtés des autorités hongroises pour la création de l'huissier de justice à statut libéral, la Hongrie dispose maintenant d'un corps d'huissiers de justice particulièrement dynamique.

Très rapidement, nos confrères hongrois ont compris tout l'intérêt de développer la formation pour faire progresser leur activité. L'Ecole Nationale de Procédure et la Chambre Nationale française se sont associées aux efforts des Hongrois pour remplir cet objectif.

A cet effet, on se souvient qu'en novembre 1996, à Paris, sous l'égide de M. Robert BARDINTER, Président d'ARPE-

JE, et de M. Bela SZOMBATI, Ambassadeur de Hongrie en France, un accord de coopération tripartite (Chambre Nationale des Huissiers de Justice de France, Chambre Nationale des Huissiers de Justice de Hongrie et Union Internationale des Huissiers de Justice) avait été signé.

Depuis lors, cette coopération avance à pas de géant. Les textes de procédure et les statuts hongrois et français ont été traduits dans les deux langues grâce au concours de M. Imre ELEKES et de l'Ecole Nationale de Procédure (*Mes Anne KERISIT, Xavier BARRIANI et Michel LANOUE*).

Le Président de l'Ecole Nationale de Procédure, Me Abel PANSARD, et Mme Sophie GAUBLomme ont tressé les premiers liens de la coopération sur les lieux mêmes à Budapest.

Enfin, plus récemment, une délégation hongroise s'est rendue en France pour accomplir un stage de formation, à Castres plus précisément, dans l'étude de Me ARIBAUT-ABADIE. Nous laisserons à nos confrères hon-

grois le soin d'apporter leurs commentaires. En tout cas, l'Union Internationale ne peut que se réjouir de l'exemple hongrois qui illustre parfaitement la politique mise en place d'aide à la formation que privilégie notre organisation.

Des Hongrois en stage à Castres : Analyse et impressions...

Dans le cadre du contrat signé par l'Union Internationale des Huissiers de Justice et Officiers Judiciaires et de la Chambre Nationale des Huissiers de Justice hongrois, deux huissiers de justice hongrois ont passé deux semaines à Castres dans l'étude ARIBAUT-ABADIE, pour connaître les procédures d'exécution en France.

Le but était de connaître toutes les phases de la procédure et d'avoir un aperçu sur le travail d'une étude d'huissier française.

En Hongrie, il faudrait intégrer, compléter et modifier la loi sur le système d'exécution



par les méthodes qui sont menées efficacement en France et qui pourraient rendre le système plus souple et plus rapide.

En France, l'équipement technique facilite considérablement le travail des huissiers de justice et de leurs employés, toutes les phases s'effectuant dans un espace bien distinct.

Concernant la pratique, en Hongrie, les significations s'effectuent par poste, alors qu'en France, l'huissier de justice a beaucoup plus de contacts personnels avec le débiteur, ce qui permet de renseigner et d'informer ce dernier. Déjà, avant la saisie, l'huissier de justice a un meilleur aperçu de la situation financière des débiteurs.

L'huissier de justice français a un domaine d'activité beaucoup plus vaste qu'en Hongrie où la signification de la décision du juge et le commandement de payer sont transmis par poste aux débiteurs. De même en matières fiscales, de sécurité sociale, de recouvrement des créances du Trésor Public et des créances de diverses administrations qui sont confiés à des huissiers de justice spécialisés.

Les huissiers de justice français ont beaucoup plus de liberté dans leurs déci-

sions et les délais sont plus courts qu'en Hongrie où les procédures sont ralenties par de longs délais.

Cela est valable pour les saisies et les ventes aux enchères également, où les délais et l'administration rendent la procédure très longue et très lourde.

Le contact personnel et très humain avec le débiteur est remarquable, cela contribue considérablement au règlement conventionnel du dossier.

La relation de l'huissier de justice français avec les institutions est très bonne ce qui n'est pas toujours le cas dans notre pays.

Nos confrères français, Mes ARIBAUT et ABADIE ont permis à la délégation hongroise de participer à un certain nombre d'actions : procédure d'exécution, tournées de signification... Le clerc assermenté ou l'huissier de justice prend un très grand soin pour régulariser les actes, en privilégiant l'information au justiciable, en rappelant verbalement les voies de recours et en expliquant simplement la procédure. En matière d'exécution, la saisie vente s'effectue d'une manière humaine en informant toujours le débiteur des procédures à venir ou de ses éventuels recours et la saisie attribution

paraît très efficace par l'attribution immédiate des fonds à l'huissier.

Les circonstances ont permis d'assister à deux constats d'adultère effectués par Me ABADIE et d'assister à diverses audiences au tribunal, saisie arrêt sur salaire, juge de l'exécution et tribunal de commerce.

Nous avons vu également la procédure immobilière avec un descriptif, ainsi que la vente immobilière au tribunal de grande instance avec les bougies.

Le Président et le Procureur de la République du Tribunal de Grande Instance de Castres ainsi que le Président du Tribunal de Commerce ont fort obligeamment accepté de recevoir tout le groupe qui a été interrogé sur le système judiciaire hongrois.

A la lumière de ce stage et après quatre années d'existence de la profession libérale en Hongrie, la vie économique et l'économie du marché ont dépassé par beaucoup de points la loi.

En conclusion, en Hongrie nous devons nous adapter pour devenir auxiliaire indispensable de l'ordre économique mais, pour ce faire, il est indispensable que notre formation soit améliorée et que l'accès à la profession





passé par un contrôle des connaissances plus strict.

Nous tenons à remercier nos maîtres de stage pour l'accueil qu'ils nous ont réservé et pour toutes les marques d'attention qu'ils n'ont pas manqué de nous manifester pour rendre notre séjour agréable dans cette belle région de France, au pied de la Montagne Noire.

Nous voudrions également remercier Me Francis ARIBAUT, ancien Président de l'Union Internationale, et son épouse qui nous ont reçu avec beaucoup d'amitié.



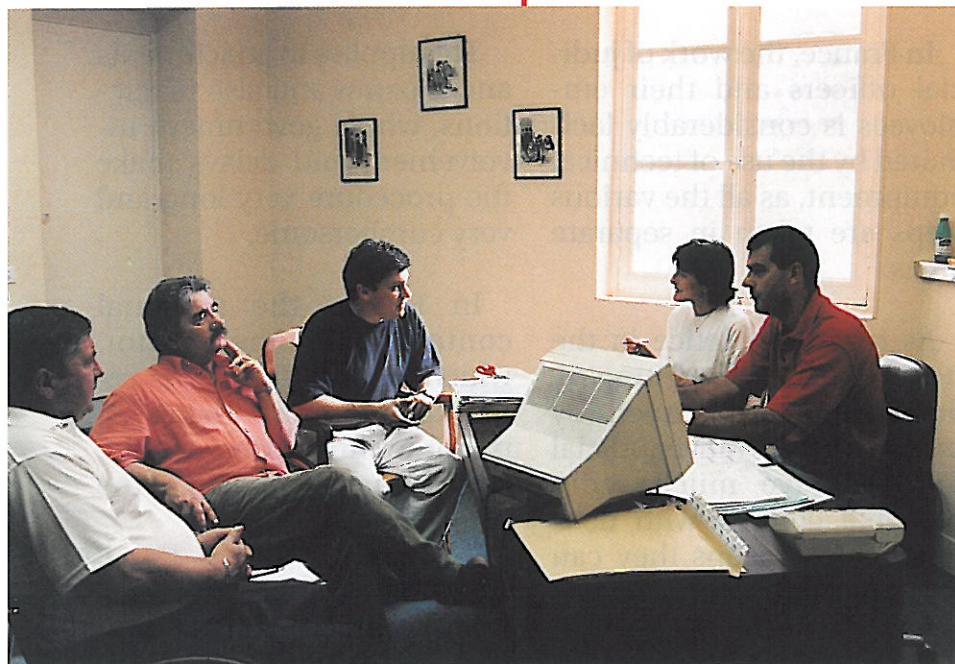
Impressions of the *Hungarian Judicial Officers in France*

In Hungary, the profession of judicial officer is less than three years old.

Thanks to the efforts of the International Union, which undertook to help the Hungarian authorities set up an independent profession of judicial officers as far back as 1992, Hungary now has an exceptionally dynamic corps of judicial officers.

Our Hungarian colleagues rapidly saw the importance of developing training as a way of advancing their activities. The National School of Procedure and the French National Chamber were ready to help them achieve this objective.

It will be recalled that a tripartite co-operation agreement was signed in November 1996 in Paris, between the National Chamber of French Judicial Officers, the National Chamber of Hungarian Judicial Officers and the International Union of Judicial Officers, under the



Nos confrères hongrois à Castres, dans l'étude de Maîtres ARIBAUT-ABADIE
Our Hungarian colleagues in Castres, into the office of Maîtres ARIBAUT-ABADIE



aegis of Mr Robert Badinter, President Arpeje and Mr Bela Szombati, the Hungarian ambassador to France.

Great strides have been made since then. Hungarian and French procedural provisions and statutes have been translated with the help of Mr Imre ELEKES and the National School of Procedure, especially Maître Anne KERISIT, Maître Xavier BARRIANI and Maître Michel LANOUE.

The President of the National School of Procedure, Maître Abel Pansard and Mrs Sophie Gaublonme laid the foundations for the co-operation in Budapest itself.

Finally, a Hungarian delegation have visited France more recently to follow a training course with Maître ARIBAUT-ABADIE in Castres.

We shall leave our Hungarian colleagues to tell us of their experiences.

The International Union is delighted with the Hungarian example which provides a perfect illustration of our policy of encouraging training, to which we attach so much importance.

ANALYSIS AND IMPRESSIONS

As part of the agreement between the International Union of Judicial Officers and the Hungarian National Chamber of Judicial Officers, two Hungarian officers spent two weeks in Castres at the offices of ARIBAUT-ABADIE, to learn about execution procedures in France.

The object was to learn about all the steps in the procedural process and to gain an insight into the work of a French practice.

Hungarian law on methods of execution needs to be completed and amended by the methods which are used effectively in France, which would make the system faster and more flexible.

In France, the work of judicial officers and their employees is considerably facilitated by the use of technical equipment, as all the various steps are taken in separate areas.

As regards practice in the two countries, in Hungary documents are served by post, while in France judicial officers have much more personal contact with debtors, which means they can give information and advice.

Even before the attachment or seizure, the judicial officer has a better apprecia-

tion of the debtor's financial situation.

French judicial officers have a much wider sphere of activity than their Hungarian counterparts. In Hungary court orders and orders to pay are sent to debtors by post. The same process applies in tax and social security matters and to the recovery of debts owed to the Treasury and various other government departments, which are the responsibility of specialist judicial officers.

French judicial officers have much more freedom in their decisions and the time limits are shorter than in Hungary, where procedures are subject to long delays.

This applies to attachments and seizures and also to auctions, where government involvement and delays make the procedure very long and very cumbersome.

In France the personal contact with the debtor, which is very human, is remarkable, and makes a major contribution to the contractual settlement of the file.

In France relations between judicial officers and the institutions are very good, which is not always the case in our country.



Hungarian Judicial Officers at the Tribunal d'Instance of Castres

Les huissiers de justice hongrois au tribunal d'instance de Castres

Our French colleagues, Maître ARIBAUT and Maître ABADIE, invited the Hungarian delegation to take part in a number of actions including execution procedures and the service of documents. The sworn clerk or the judicial officer takes great care to regularise the process by providing the defendant with information, by reminding him orally of the possibilities of appeal and by giving a simple explanation of the procedure. With respect to executions, the attachment of debtors' tangible movables is carried out in a humane way, and the debtor is always informed of future procedures or of the possibilities of appeal, while the attachment of money held by third parties appears to be very efficient because the funds are allocated immediately to the judicial officer.

Circumstances allowed us to attend two processes to

establish adultery which were carried out by Maître ABADIE, and to attend various hearings, including an attachment of earnings hearing, and hearings before the Executions Judge and the Commercial Court.

We also observed a real estate procedure with a description, and an auction of real estate at the Regional Court which involved burning three candles.

The Presiding Judge and the State Prosecutor at the Regional Court of Castres, and the Presiding Judge of the Commercial Court, very obligingly agreed to receive the whole group and asked us about the Hungarian judicial system.

In the light of this course in France and after four years with an independent profession in Hungary, we can say that economic chan-

ge and the market economy have far outstripped changes in the law.

In conclusion, in Hungary the profession must adapt if it is to become an indispensable adjunct to the economic system, and in order to do this, training must be improved and entry to the profession must be subject to a strict test of knowledge.

We wish to thank our principals for receiving us so well, and for all their kind attention, which made our stay in this very beautiful part of France, at the foot of the Montagne Noire, most agreeable.

We would also like to thank Maître Francis ARIBAUT, former President of the International Union, and Mrs ARIBAUT who received us most hospitably.





Une profonde réforme judiciaire dans les Pays Baltes

Depuis de nombreux mois, des contacts très étroits ont été établis entre le Ministère de la Justice de Lettonie, la Chambre Nationale des Huissiers de Justice de France et l'Union Internationale des Huissiers de Justice. Des conférences présentant le système de l'exécution tel qu'il se pratique en France ont été organisées à Riga.

Ces conférences ont toujours réuni de nombreux juristes et responsables lettons ayant en charge la réforme du système judiciaire et ont été l'occasion de très nombreuses questions. Les autorités judiciaires de ce pays se sont alors dirigées vers une réforme en profondeur en adoptant l'exécution des décisions de justice confiée à des professionnels libéraux. Le Ministre de la Justice devait, il y a moins d'un an, convaincre le gouvernement letton du bien fondé de cette orientation et prenait en charge la rédaction d'un texte de loi introduisant l'huissier de justice de forme indépendante. Pour cela, un programme de jumelage, entre le Ministère letton de la justice et la Chambre Nationale des Huissiers de

Justice de France, a été mis en place pour la première fois en ce domaine et ce sont des fonds européens qui sont utilisés dans cette mission.

Désormais, le texte de loi est en cours de rédaction et on peut légitimement penser qu'il sera présenté prochainement au Parlement de Lettonie. Il s'agit là d'un domaine technique dont l'importance n'a pas échappé au nouveau gouvernement de Lettonie, qui lui a conservé un caractère prioritaire puisque le nouveau ministre de la justice a maintenu le travail déjà effectué et a encouragé les rédacteurs lettons à aboutir très rapidement à un texte de loi.

C'est dans cet esprit que les experts français poursuivent leur mission en Lettonie. Dès que ce texte sera rédigé, des stages seront organisés en France pour assurer la formation des futurs cadres huissiers de justice lettons. Puis la tâche générale de formation de ces professionnels se profilera devant les huissiers de justice. Pour cela, tant la Chambre Nationale des Huissiers de Justice que l'UIHJ enverront en Lettonie des huissiers de justice qui auront pour mission de mettre en place et d'organiser de façon pratique cette profession.

Cette mission se bornera à rappeler les règles d'organisation de la profession, de déontologie et favorisera la création d'une formation de qualité permettant aux





huissiers de justice lettons d'intégrer dans des délais les plus courts possibles, les règles communautaires et de transmission des actes et de décisions entre les pays.

A la suite de ces contacts, la Lituanie a montré l'intérêt qu'elle porte, elle aussi, à une réforme de son service de l'exécution, en se dirigeant vers un professionnel libéral établi sur le modèle français.

Le ministre de la justice a reçu, courant septembre 1998, une délégation d'huissiers de justice français qui après avoir expliqué de quelle façon était réalisée, en France, l'exécution des décisions de justice, a proposé un plan de travail au ministre de la justice de Lituanie. Son choix fut rapide : il opta pour un système indépendant de l'exécution et accepta le principe d'une conférence en début d'année 1999 afin de présenter aux juristes et autorités judiciaires de Lituanie les règles d'exécution et de signification en France.

Là encore, ce travail pourrait être réalisé avec l'aide des autorités bruxelloises et un nouveau programme de jumelage pourrait être proposé à nos amis Lituanais.

Il y a là un grand intérêt à harmoniser les règles entre les pays baltes ; en effet, l'histoire et la proximité géographique rapprochent ces pays pour opter pour des procédures harmonisées. Cet objectif paraît d'autant plus important que ces pays sont candidats à l'intégration européenne et qu'ils feront, à n'en pas douter, partie demain de l'espace judiciaire européen.

L'importance est encore plus grande quand on sait que le troisième pays balte, l'Estonie, lui aussi, étudie actuellement une réforme en profondeur de son système

d'exécution des décisions de justice. L'exemple des deux autres pays baltes doit être grand pour ce pays. Là encore, la Chambre Nationale des Huissiers de Justice et l'UIHJ se sont portées candidates pour se rendre, dès le début 1999 à Tallin pour, au cours d'un large séminaire, développer le rôle et le statut de l'huissier de justice.

Remarquons que, dans ces trois pays, l'investissement fait par la Chambre Nationale française est parfaitement appuyé et relayé par les trois ambassades de France qui s'investissent totalement et de façon exemplaire dans ces projets de coopération. L'accueil réservé dans ces pays aux experts français a toujours été chaleureux et le suivi de cette coopération particulièrement efficace.

Rappelons enfin qu'il s'agit également de programmes aidés financièrement par les autorités européennes.

Nous voyons donc que cet espace judiciaire, petit à petit, se crée et prend forme. Demain, il sera une réalité et nous pouvons légalement penser que la signification transfrontalière ne posera plus de difficulté, assurant ainsi son rôle et permettant légitimement aux justiciables de faire reconnaître leurs droits dans le strict respect de principes établis et notamment au regard des droits élémentaires de la défense et d'une justice rendue équitablement et rapidement, pour le coût le plus bas possible.

Les huissiers de justice, fièrement, participent à cette œuvre aux côtés des autorités de chacun des pays ainsi que de leurs autorités de tutelle.





LATVIA



LITHUANIA



BALTIC COUNTRY

A *profond judicial reform in the Baltic countries*

For many months, the Latvian Ministry of Justice, the French National Chamber of Judicial Officers and the International Union of Judicial Officers have been building very close contacts. Conferences presenting the French system of execution have been organised in Riga.

They have provided a forum for many Latvian lawyers and officers charged with reforming the legal system and have prompted many questions. The Latvian judicial authorities have opted for in-depth reform and have decided to entrust the execution of court judgments to independent professionals. Less than a year ago, the Ministry of Justice had to convince the Latvian government that this was the right way to go and it took responsibility for drafting a provision setting up an independent profession of judicial officers. A programme of twinning, between the Latvian Ministry of Justice and French National Chamber of Judicial Officers, was set up for the first time in this field using funds provided by Europe.

The provision is now being drafted and it seems that it will soon be presented to the Latvian Parliament. Execution is a technical matter whose importance has not escaped the new government which has given it priority. The new Minister of Justice has retained the work which has already been done and is encouraging the draftsmen to complete the legislation as quickly as possible.

Against this background, the French experts are continuing their work in Latvia. As soon as the text is complete, training will be organised in France for the future judicial officer/managers. Then the general task of training the profession will begin and both the National Chamber of Judicial Officers and the International Union of Judicial Officers will be sending judicial officers to Latvia who will be charged with setting up and organising the profession in practical terms.

Their mission will be limited to explaining the rules governing the organisation of the profession and the ethical code. They will also encourage the establishment of quality training which will allow Latvian judicial officers to assimilate the community rules for the transmission of instruments and judgments between countries as quickly as possible.





As a result of these contacts, Lithuania has also expressed interest in reforming its system of execution and would like to move towards the creation of a liberal profession on the French model.

In September 1998, the Minister of Justice received a delegation of French judicial officers who explained the French system for the execution of judgments and suggested a programme of work.

The Minister reached a rapid decision, opting for an independent system of execution. He accepted the idea of a conference at the beginning of 1999, with a view to presenting to Lithuanian lawyers and judicial authorities the rules governing execution and service in France.

This work could also be carried out with help from Brussels and a new twinning programme could be suggested to our Lithuanian friends.

They would be a real advantage in harmonising the rules between the Baltic states. Indeed, the countries' history and geography should both lead to a harmonisation of procedures. This objective is all the more important as the countries are candidates to join the European Union and there can be no doubt that they will soon be members of the European judicial area. The issue is even more important when we realise that the third Baltic state, Estonia, is also considering an in-depth reform of its system of execution. The example of the two other Baltic states should have a major impact on the third. The National Chamber

of Judicial Officers and the International Union have also offered to visit Tallin, as early as the beginning of 1999, to explain the role and status of the judicial officer as part of a wide-ranging seminar.

It is noteworthy that the investment made by the French National Chamber in these three countries benefits from the total support and assistance of the three French embassies which are fully involved in these co-operation projects, offering their help in an exemplary fashion.

French experts have always received a warm welcome in these countries and subsequent collaboration has always been very effective. It should also be recalled that these programmes have received financial assistance from the European community.

It can therefore be seen that the European judicial area is gradually taking shape. It will soon be a reality and it seems reasonable to think that the cross-border service of documents will no longer be a problem. It will enable the rights of litigants to be recognised, with full regard for established principles especially the rights of the defence and the right to have justice delivered equitably and fast, at the lowest possible cost.

Judicial officers are proud to be a part of this process, working alongside the **authorities** in each country and their own supervisory **authorities**.





Histoire

La Namibie a été longtemps une colonie allemande. Lors du Traité de Versailles, elle a été attribuée à l'Afrique du sud de 1920 à 1980. Puis elle eut un gouvernement intérimaire qui devait la conduire sur la voie de l'indépendance. Ce n'est que depuis le 21 mars 1990 que la Namibie est indépendante.

Système juridique : Il est, comme celui de la République d'Afrique du Sud, basé sur le droit romain-néerlandais. Les "geregsbode" sont nommés par le tribunal d'instance et les "deputy-sheriffs" par le tribunal de grande instance.

La Namibie est divisée en 28 districts et dans chacun sont nommés un "geregsbode" et également six "deputy-sheriffs". Sur une population totale de 1,5 million d'habitants, la Namibie compte donc 34 sheriffs (c'est la nouvelle dénomination des huissiers de justice). Les sheriffs ont le monopole au sein de leur district.

Statuts : La fonction de sheriff est une profession libérale et les sheriffs ont un statut libéral qui est maintenu dans l'avant-projet du "Sheriffs Act". Les donneurs d'ordre les plus importants sont les procureurs (avocats).



De gauche à droite : M. Manfred HENNES, Président de la Society of Sheriffs for Namibia, M. MAINGA Chief of Lower Courts, et M. Leo NETTEN

From left to right : Mr Manfred HENNES, President of the Society for Sheriffs of Namibia, Mr MAINGA, Chief of Lower Courts, and Mr Leo NETTEN

Nomination : Lorsqu'un poste se libère dans un district, c'est le ministre de la justice qui passe une annonce pour le poste vacant. Les sollicitations sont adressées au "landdrost" du district concerné, tribunal qui envoie une recommandation au ministre de la justice. Le ministre nomme le nouveau sheriff après entérinement de la recommandation.

Le sheriff peut désigner des adjoints : leur nomination effective est faite par le "landdrost".

Compétences et tâches : Les sheriffs sont, entre autres, chargés :

- de la signification des documents, d'assignations, de mandats





De gauche à droite : Chief Lower Courts : M. MAINGA, Me Johan FOURIE, M. Ngariguthuke TJIRIANGE, Ministre de la Justice, Lidovina SHAPWA et Leo NETTEN

From left to right : Chief Lower Court, Mr MAINGA, and Mr Johan FOURIE, Representative of I.U.J.O., Mr Ngariguthuke TJIRIANGE, Minister of Justice, Ledovina SHAPWA and Leo NETTEN

(letters of motions) et des ordonnances de divorce ;

- de l'exécution des jugements via la saisie de bien mobiliers et immobiliers et leur vente éventuelle, les expulsions, les retenues sur salaire, saisies bancaires et emprisonnement pour dettes (contrainte par corps).

Avant d'exécuter un jugement, l'autorisation doit être donnée par le tribunal d'instance (landdrost) ou le tribunal de grande instance (hooggeresgshof). Cette autorisation est accordée à la demande du procureur au nom du demandeur.

Society of Sheriffs for Namibia : En juin 1995 a été fondée la Society of Sheriffs for

Namibia dont le président est Manfred HENNES, sheriff à Windhoek. Tous les sheriffs de Namibie sont membres de la Society.

Problèmes : Le problème pour le sheriff, pour le moment, est celui de la formation déficiente. Des séminaires de formation se sont tenus en collaboration avec les balju's sud-africains et l'UIHJ et l'on a présenté au ministre de la justice un plan d'action pour une formation plus structurée et qui a été également rédigé en collaboration avec les balju's sud-africains et l'UIHJ. On a bon espoir de penser que la formation sera structurée en quelques années.

(*) La Namibie est devenue membre observateur de l'Union le 27 novembre 1998

History

Namibia was a German colony for many years. It passed to South Africa at the Treaty of Versailles and it remained part of that country from 1920 to 1980. It then had an interim government which took it to independence, however, it only became independent on 21st March 1998.

Legal system : The legal system is based on Roman-Dutch law, like that of the Republic of South Africa. "Geregsbode" are appointed by the District Courts, while deputy sheriffs are appointed by the Regional Courts. Namibia is divided into 28 districts, each with a "geregsbode". There are also six deputy sheriffs. Therefore Namibia has 34 sheriffs, as judicial officers are now known, for a total population of 1.5 million people. Sheriffs have a monopoly within their own district.

Status : Sheriffs operate within the context of a liberal



*Ngariguthuke TJIRANGE,
Minister of Justice*

profession and their status has been maintained in the first draft of the Sheriffs' Act. Most of their work is commissioned by advocates.

Appointment : When a position becomes vacant in a district, it is advertised by the Ministry of Justice. Applications are made to the "landdrost" (court) of the district concerned, which sends a recommendation to the Minister of Justice. The Minister appoints the new sheriff after confirming the recommendation.

The sheriff may appoint deputies, whose appointment is made official by the «landdrost».

Powers and functions : Sheriffs have responsibility for, inter alia :

- serving documents, writs, letters of motions and divorce orders ;
- the execution of judgments through the seizure of movables and real estate and possibly the sale thereof, evic-

tions, attachment of earnings orders, attachments of bank accounts and imprisonment for debts (enforcement against the person).

Before a judgment can be executed, authorisation must be given by the District Court ("land drost") or the Regional Court ("hooggeregshof"). The authorisation is granted on an application made by the prosecutor in the name of the applicant.

Society of Sheriffs for Namibia : The Society of Sheriffs for Namibia was founded in June 1995. Its President is Manfred HENNES, who is a sheriff in Windhoek. All Namibian sheriffs belong to the Society.

Problems : The main problem for sheriffs at the moment is poor training. Training seminars have been held in collaboration with South African "baljus" and the International Union, and an action plan has been presented to the Minister of Justice for more structured training. The action plan was also drafted in collaboration with the South African "baljus" and the International Union. There is a real hope that training will be more structured in a few years time.

(*) Namibia has become observer membership of the Union the 27 november 1998



COLLOQUE tenu à l'occasion du 125^{ème} Anniversaire de l'Association Royale des Huissiers de Justice des Pays-Bas (KGV)

L'huissier de justice au seuil du XXI^{ème} siècle

Au mois de décembre 1873, il y a donc 125 ans, plusieurs huissiers de justice néerlandais fondaient "l'Association des Huissiers de Justice", une association qui regroupe dès le début presque tous les huissiers de justice des Pays-Bas. Le 125^e anniversaire de la Koninklijke Vereniging van Gerechtsdeurwaarders (Association Royale des Huissiers de Justice) n'est pas passé inaperçu.

Le 11 décembre 1998, un colloque grandiose s'est tenu au Kurhaus à Scheveningen. Le symposium s'intitulait "L'huissier de justice au seuil du XXI^e siècle". Les discussions ont porté sur la position des huissiers de justice dans le passé et son évolution vers la situation actuelle et vers l'avenir.

Ont participé à ce colloque d'éminents orateurs du

monde scientifique et politique.

M. M.-J. COHEN, secrétaire d'Etat à la Justice, a été chargé de l'ouverture officielle du colloque. Dans son discours d'ouverture, il s'est arrêté sur le conseil critique émis par le Conseil d'Etat au sujet de la troisième note d'amendement de la Loi sur les huissiers de justice. M. COHEN souligne le fait

que l'huissier de justice néerlandais combine les fonctions d'un bureau d'encaissement à celles d'un cabinet officiel ce dont il se réjouit mais indique par ailleurs que, si l'huissier de justice se meut sur le marché, il doit aussi s'en tenir aux règles du jeu en vigueur sur ce même marché : la transparence dans l'offre des services. Sous l'effet de la poussée de l'autonomie et de l'importance croissante du marché, le Ministère de la Justice laissera de plus en plus l'organisation professionnelle prendre les initiatives nécessaires pour garantir la qualité de l'exercice légal de la fonction.

A l'occasion de cette commémoration, M. A. FLANDERJIN, Président de la KGV, lui a remis le livre d'honneur de

l'Association. Il s'agit d'une édition commémorative, en fac-similé, d'un livre vieux de presque 125 ans, de la main de J. FRANSE : "*De Nederlansche Deurwaarder. Handboek met formulieren voor deurwaarders bij de verschillende rechtscolleges*" (L'Huissier néerlandais, Manuel avec formulaires à l'usage des huissiers pour les différentes juridictions). Ce livre est complété d'une biographie de cet huissier inspiré qui a vécu entre 1838 et 1916.

Dans son allocution de 1982 "*sur les assignations, les huissiers et tout ce qui s'y rapporte*", M. G. R. RUTGERS posait déjà un certain nombre de questions critiques sur l'utilité de l'assignation. Il avait alors semé le trouble parmi les huissiers de justice. Pendant le colloque du 11 décembre, il a reparlé de l'assignation et de la position de l'huissier de justice au seuil du XXI^e siècle, se demandant si ce trouble continuera à s'accroître ou s'il se dissipera au cours du XXI^e siècle. Il a analysé l'évolution de l'institution "huissier de justice" et a conclu que ce dernier a perdu énormément de terrain jusque dans les années 70.

Quant à l'assignation, M. RUTGERS propose de la remplacer dans la société actuelle par un "appel" en justice et de réserver l'assignation uniquement pour les cas où l'exploit présente une valeur ajoutée évidente. Selon lui, un tel système présenterait des avantages pour les justiciables (ils ne sont pas grevés de frais inutiles, en fait superflus), pour l'huissier de justice (il ne peut plus être accusé d'abus de pouvoir, du moins d'abus de sa situation de monopole) et pour le Royaume (il réalise des économies au cas où le législateur choisirait un même mode de convocation dans les procédures de requête). Mais la procédure de requête, tout comme la procédure d'assignation, devra se dérouler par l'intermédiaire du système de rôle. Cela est d'ailleurs déjà le cas pour la procédure de divorce. Avec ce plaidoyer, M. RUTGERS a jeté une nouvelle fois le pavé dans la mare.

Tout comme M. RUTGERS, M. J. R. BIERMAN a choisi l'avenir de l'huissier de justice comme thème de son exposé. Il est parti cependant de la spécificité de l'huissier de justice néerlandais, à savoir la combinaison fonc-

tionnaire/entrepreneur. L'avenir de cette combinaison dépend, selon lui, des ARGUMENTS mais surtout de la BASE sociale.

Une publicité défavorable, suite par exemple à une approche mal choisie d'un cas très épineux, amplifie tous les éléments, ce qui peut entraîner une intervention avec des conséquences plus ou moins graves pour l'huissier de justice. D'autre part, M. BIERMAN voit aussi des possibilités de maintien et même de croissance. La décision est au législateur, lequel juge sur des signaux venus de la pratique où les parties politiques, les collectivités locales et les groupements d'intérêts pèsent beaucoup dans la balance. Le politicien expérimenté qu'est M. RITZEN dit dans son livre nouvellement paru : « *Il faut construire la base, pierre par pierre.* » S'appuyant sur cette remarque, M. BIERMAN avance qu'une politique orientée vers le renforcement de la position, l'amélioration de la qualité et l'élimination des aspects faibles peut prévenir la désagrégation et favoriser l'élargissement. Les possibilités ne manquent pas. La combinaison peut constituer une garantie pour une prestation de services modernisée.



Mais un trop grand sens des affaires (l'appât du gain, la course à la production) risque de donner des résultats très négatifs.

La conclusion de M. BIERMAN est la suivante : « *Le maintien de la combinaison en question semble sûrement faisable si et/ou parce que les huissiers de justice sont prêts et capables de se battre pour cela.* » La direction de la KGV montre l'optique et l'enthousiasme nécessaires : la catégorie professionnelle doit rechercher elle-même le soutien indispensable. L'histoire nous apprend qu'une bonne réponse à une menace donne toujours des résultats positifs. La conclusion finale de M. BIERMAN est que l'on peut répondre par *l'affirmative* à la question posée au début : La profession d'huissier existera-t-elle encore dans dix ans ? N'est-ce pas là une belle chose pour une fête commémorative ?

M. W. M. KLEIJN a parlé, lors du colloque, des aspects civils de l'exercice de la profession d'huissier de justice. S'appuyant sur les idées de M. M. TECKENS, M. KLEIJN a alors comparé l'huissier de justice avec l'avocat, le procureur et le notaire. Ces deux magistrats ont également,

d'une part, une fonction mandatée par le gouvernement et, d'autre part, la liberté d'intervenir comme conseiller juridique de clients. La plupart de leurs fonctions de droit public consiste en fin de compte dans l'exécution d'un ordre ayant souvent trait au droit civil. M. KLEIJN attire l'attention sur ce point.

Quant à la fonction officielle des huissiers de justice, M. KLEIJN se demande sur quoi doit reposer la responsabilité de ces ministres du droit : sur le contrat d'ordre de droit privé ou sur la base d'une relation juridique extra-contractuelle de droit public ?

En effet, l'huissier agit en principe pour deux clients : le client particulier et le gouvernement. Sous ce rapport, il est clair qu'il est très important pour la responsabilité de l'huissier de savoir s'il accomplit une activité purement extra-légale sur l'ordre d'un client ou si cela comprend aussi, ou exclusivement, des actes légaux.

L'huissier est en principe responsable, selon M. KLEIJN, des erreurs commises dans la relation contractuelle avec son client. De plus, il est éventuellement responsable

pour cause d'acte illégitime notamment en cas d'infraction à des stipulations légales en général et en particulier devant des tiers au cas où il traiterait de leurs intérêts de manière irrecevable lors de l'exécution des obligations légales ou contractuelles. Mais, sur le plan du contenu, à quelles normes l'huissier de justice doit-il satisfaire ? Une récente jurisprudence permet de conclure qu'il s'agit de considérer comme minimale la norme d'un confrère agissant avec compétence et raison dans l'exercice de la profession d'huissier aux Pays-Bas.

M. E. H. HONDIUS a longuement parlé ensuite de l'harmonisation du droit en Europe. Puis, il a répondu à la question sur les conséquences éventuelles de l'harmonisation du droit en Europe pour les huissiers de justice. Selon lui, la conséquence de l'harmonisation européenne du droit privé est que la défense de la justice devient une entreprise de plus en plus internationale. Tout comme d'autres catégories professionnelles, les huissiers de justice se trouvent à une croisée des chemins. Ils peuvent décider de suivre la nouvelle évolution ; ils devront dès lors mettre

sur pied des alliances européennes, comme le font les grands cabinets d'avocats, adapter leur formation aux nouvelles données, y faire concorder leur *Education permanente*, y adapter leurs revues professionnelles. Ils auront alors une solide position face aux organisations étrangères qui cherchent à prendre en mains une partie du marché juridique néerlandais. Ils pourront alors être considérés capables de faire eux-mêmes usage des possibilités que nous offre le marché commun.

L'autre possibilité est de ne rien changer. Cela demande beaucoup moins d'efforts. Il restera toujours aussi un -petit- marché pour une défense de la justice purement nationale. En effet, toutes les affaires n'ont pas une dimension étrangère ou européenne. La revue professionnelle "*De Gerechtsdeurwaarder*" (L'huissier de justice) peut rester ce qu'elle est. La formation peut rester inchangée. Il se demande quel choix vont faire les huissiers de justice. Ils ont (encore) le choix aujourd'hui !

Me BRIERS, huissier de justice à Anvers, a ensuite analysé la position de l'huissier de justice belge et fran-

çais comme organe auxiliaire du pouvoir judiciaire. Il a exposé les ressemblances et différences entre l'huissier de justice en Belgique, en France et aux Pays-Bas. Dans le cadre des récents projets de loi présentés aux Pays-Bas, on peut citer comme différence frappante le fait que la chambre d'arrondissement et la Chambre Nationale des Huissiers de Justice Belges sont des personnes juridiques de droit public ayant, dans une certaine mesure, la compétence d'imposer des directives à leurs membres.

Pour ce qui est de la comparaison entre la Belgique et les Pays-Bas, l'encaissement amiable est un autre sujet qui rencontre beaucoup d'intérêt : en Belgique, l'encaissement amiable par l'huissier de justice n'est pas encore appliqué de manière générale ou à une grande échelle.

Pour clore le colloque, M. F. H. H. WEEKERS, député à la Seconde Chambre du Parlement néerlandais, a analysé les développements politiques de ces dernières années autour de la loi sur les huissiers de justice. Le point essentiel de son argumentation a été l'étroite im-

brication des fonctions officielles et non-officielles et les conséquences que cela implique pour le droit disciplinaire et la surveillance financière.

Dans la ligne de pensée de M. RUTGERS, M. WEEKERS remarque, au sujet de l'exploit, que l'initiative d'innovation doit venir des huissiers eux-mêmes, qu'ils doivent réfléchir eux-mêmes pour trouver de nouvelles formes et de nouveaux moyens de communication. Les points essentiels de la Loi sur les huissiers de justice sont la compétence nationale, la politique d'emplacement et d'établissement des cabinets ainsi que l'organisation professionnelle de droit public limitée.

Finalement, M. WEEKERS a exprimé son attente dans le fait que l'huissier de justice néerlandais aura une base légale en l'an 2000. Il a dit également que les huissiers de justice peuvent compter sur le soutien de son groupe parlementaire, le VVD (*Volkspartij voor Vrijheid en Democratie* ou *Parti Populaire pour la Liberté et la Démocratie*). C'est autant de gagné pour une fête commémorative !





SEMINAR on the occasion of the 125th Anniversary of the Royal Association of Judicial Officers (KGV)

The Judicial Officer on the threshold of the 21st century

In December 1873, 125 years ago, several Dutch Judicial Officers founded "the Association of Judicial Officers", which from the very beginning brought together nearly all the judicial officers in the Netherlands. The 125th anniversary of the Koninklijke Vereniging van Gerechtsdeurwaarders (Royal Association of Judicial Officers) did not go unnoticed !

On 11 December 1998 a huge seminar entitled "The Judicial Officer at the dawn of the 21st century" was held at Kurhaus in Scheveningen. It was concerned with the position of the judicial officer in the past, its evolution to the present day and future prospects. The seminar was attended by a number of eminent speakers from the scientific and political worlds.

The seminar was opened officially by M.J. COHEN, the Secretary of State for Justice. In his opening speech he referred to the crucial advice given by the Council of State on the third note amending the Act on Judicial Officers. He underlined the fact that in the Netherlands judicial officers combine the functions of a collection service and those of a certified office. He found this combination highly satisfactory, but also pointed

out that if judicial officers operate in the market, they have to obey the rules of the market and respect the need for transparency when offering services. Given the movement towards autonomy and the growing importance of the market, the Ministry of Justice would increasingly leave the professional organisation to ensure the quality of the legal aspects of the service.

Mr A. FLANDERIJN, President of the KVG, then presented him with the association's book of honour, to be more precise a commemorative facsimile of a book written nearly 125 years ago by J. Franse : "*De Nederlandsche Deurwaarder, Handboek met formulieren voor deurwaarders bij de verschillende rechtscolleges*" (The Dutch Judicial Officer, Ma-

nual with forms for the use of judicial officers for different jurisdictions). The book was completed by a biography of this inspired member of the profession who lived from 1838 to 1916.

Mr G.R. RUTGERS had already asked a certain number of critical questions on the utility of the summons in his 1987 speech on "Summonses, judicial officers and related matters", upsetting some of his colleagues in the process. He returned to the subject on 11 December speaking of the summons and the position of the judicial officer on the threshold of the 21st century, wondering if the problem would continue to grow or if it would gradually disappear in the next century. He analysed the evolution of the profession and concluded that judicial officers had lost an enormous amount of ground up to the 1970's.

Mr RUTGERS proposed replacing the summons by an "appe" to attend proceedings and to keep the summons solely in cases where the writ or summons would have a definite added value. In his view, such a system would be advantageous for litigants (who would thus

avoid unnecessary costs), for judicial officers (who would no longer be accused of abusing their power, or at least of abusing a monopoly position) and for the country as a whole (which would make savings if Parliament chose the same method of summoning litigants in application procedures). But application procedures, like the issue of summonses, should be managed via the court list of cases for hearing. Which was already the case in divorce proceedings. And so saying Mr RUTGERS once again set the cat among the pigeons.

J.R. BIERMAN, also dealt with the future of the profession. He, however, believed in the special characteristics of the Dutch judicial officer, namely the fact of being both a public official and an entrepreneur. The future of this combination rested partly on the ARGUMENTS but most of all on the social BASIS.

Any unfavourable publicity, subsequent for example to an ill-advised approach in a difficult case, would amplify all the elements, and might lead to intervention which could have serious consequences for judicial

officers. On the other hand, Mr BIERMAN also thought the profession might be able to maintain its position or even expand. The decision lay with Parliament, which would judge on signals coming from the terrain, where political parties, local authorities and interest groups carried a lot of weight. In his recent book, Mr RITZEN, the experienced politician had written: "*We must construct the foundations, stone by stone.*" Taking strength from this remark, Mr BIERMAN believed that a policy based on reinforcing the position of the profession, improving quality and eliminating weaknesses could forestall disintegration and encourage expansion. There was no shortage of possibilities. The combination might ensure a modernised service. However, he warned against becoming too business-like and attaching too much importance to profits and productivity, which could have very negative results.

In conclusion he felt that it was feasible to maintain the combination in question if and/or because judicial officers were ready and able to fight for it. The governing body of the KVG had the right approach and the necessary enthusiasm. The



profession itself should seek the necessary support. History showed that a positive response to a threat always produced positive results. His final conclusion was that the question asked at the beginning i.e. "*Will the profession still exist in 10 years time?*" could be answered in the affirmative. Which was a very good subject for a commemoration.

W.M. KLEIJN then spoke of the civil aspects of professional practice. Taking inspiration from Mr TOCKENS, Mr KLEIJN compared judicial officers with advocates, prosecutors and notaries. They also exercised a function which was mandated by the state while having the freedom to act as legal adviser to the client. Most of their public law functions consisted ultimately in executing orders which often had a civil law dimension. He laid emphasis on this point.

With respect to the official functions of judicial officers, Mr KLEIJN wondered what should be the basis of their responsibility. The private law contract or the extra-contractual legal relationship derived from public law? In fact judicial officers

acted for two clients : the private client and the state. In this respect, it was very important to know if the judicial officer was pursuing an activity which was purely extra-legal, on behalf of a client, or if his responsibility also included or was exclusively concerned with legal measures.

He continued by saying that in principle judicial officers were responsible for mistakes made in the context of the contractual relationship with the client. They might also be responsible for illegitimate acts, notably in the event of a breach of the legal provisions in general and in particular *vis-à-vis* third parties if, in the performance of statutory or contractual obligations, their interests were dealt with in a way that was inadmissible. But with respect to contents, what norms should apply to judicial officers? Recent case law indicated that, as a minimum, judicial officers should be expected to act competently and reasonably when exercising their profession in the Netherlands.

E.I.L. HONDIUS then spoke at length on legal harmonisation in Europe. In respon-

se to a question on the possible consequences of such harmonisation for judicial officers, he felt that the harmonisation of private law would mean that legal processes would become more and more international. Like other professional groups, judicial officers had come to a cross-roads. They could choose to follow a new direction. In that case they should set up European alliances, as large law firms were doing, adapt their training to the new conditions, adapt in-service training, and change their professional journals. They would then be in a strong position *vis-à-vis* foreign organisations which had set their sights on part of the Dutch legal market, and they would be in a position to take advantage of the possibilities offered by the common market.

The other possibility was to change nothing, which would require much less effort. There would always be a national market, if a small one. Not all cases had a foreign or European dimension. The professional journal "*De Gerechtsdeurwaard*" (The Judicial Officer) could stay as it was. Training could remain unchanged. He wondered how they



would choose. It was up to them.

Mr BRIERS, a judicial officer in Antwerp, then analysed the position of the profession in France and Belgium as an ancillary of the judiciary. He explained the similarities and differences between judicial officers in Belgium, France and the Netherlands. Referring to recent bills before the Dutch parliament, he drew attention to one striking difference, namely the fact that the district chambers and the National Chamber of Belgian judicial officers were legal persons of public law, which, to a certain extent, had the power to impose instructions on their members. Comparing Belgium and the Netherlands, amicable collection was another subject which aroused a lot of interest. In Belgium, amicable collection was not yet applied as a general rule, nor on a wide scale.

The seminar was then closed by F.H.H. WEEKERS, a member of the Second Chamber of the Dutch Parliament.

He analysed the political developments of recent years around the law regarding judicial officers. His argument focused on the close interweaving between official and unofficial functions and the consequences for the disciplinary code and financial supervision. Following on from Mr RUTGERS' ideas, Mr WEEKERS noted, with reference to processes, that innovation had to come from judicial officers themselves, that it was up to them to find new forms and new means of communication. The essential points in the Act on judicial officers were national competence, the policy of location and the establishment of firms and the limited professional organisation under public law.

Finally Mr WEEKERS made clear his expectation that the Dutch profession would have a legal basis in the year 2000. He added that judicial officers could count on the support of his parliamentary group, the VVD (*Volkspartij voor Vrijheid en Democratie or Popular Party for Liberty and Democracy*). Which was one more reason to celebrate !

